

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Elections en France

LES IDES DE MARS 1978

de ROBERTO CESTELLI

Le système électoral français bipolarisant impose une grande clarté aux électeurs et aux partis. Lors de la phase finale des élections, d'une part il contraint les premiers à opérer un choix précis lorsqu'ils expriment leur volonté et députeront ainsi cette dernière des excès de nuances politiques qui constituent un des dangers qui menacent la démocratie; d'autre part, il oblige les seconds - les partis - à découvrir toutes leurs cartes, trop souvent confondues par la démagogie dont sont imprégnés leurs programmes et par les limites de certaines alliances dont les contenus ne sont jamais exprimés dans leurs termes réels.

Il est incontestable que le système électoral français représente une évolution considérable. Il permet, tout en respectant pleinement le jeu démocratique, la formation de majorités nettes et assure ainsi la stabilité de gouvernement pour toute la durée du mandat parlementaire.

En définitive, ce système oblige les Français, bon gré mal gré, à procéder à un choix politique précis, ce qui les rapproche du standard politique de la Grande-Bretagne qui a été et reste encore, quant à la méthode démocratique, un véritable maître.

LE VAINQUEUR VAINCU

A la veille du premier tour électoral français, tous les sondages d'opinion attribuaient au regroupement politique des partis de gauche une majorité de voix nette, bien que non écrasante.

Vingt ans sans gouvernement de rechange, c'est beaucoup, tout au moins pour la France, et la poussée des Français à changer semblait irrésistible. Mais à la «monarchie républicaine» des gaullistes, des technocrates et du patriciat libéral s'est opposée une gauche sans programme, inflationniste et toujours plus en désaccord en son sein, avec communistes et socialistes qui ont été incapables d'additionner toutes leurs voix lors du ballottage du second tour électoral.

Les communistes de Marchais, conventionnels et sectaires, estimaient, sans doute, que pour gagner la bataille il suffisait, comme en 1936, de proposer la poétique du «front rouge» d'Aragon (lampions, gardes et camarades); ou alors ils préféreraient rester à l'opposition plutôt que de se voir entraînés dans un gouvernement dirigé par des socialistes, dans les conditions difficiles imposées par le long cycle inflation-réces-

sion après la crise énergétique.

Les socialistes de Mitterrand, engagés à rivaliser avec les communistes et avec la gauche extrémiste, apparaissaient pleins d'attention bien plus pour «la grande Babylone du Français moyen progressiste» que pour le vote fluctuant des minorités critiques, non liées à des intérêts ou à des idéologies, disposées à favoriser le changement de gouvernement dès que la gauche leur aurait proposé quelque chose de persuasif.

A GAUCHE: INFLATION ET DEMAGOGIE

Le programme commun de la gauche avait été convenu en 1972, avant même la grande inflation due au pétrole. Il promettait des choses qu'aujourd'hui, même avec un taux de développement économique supérieur à 8% par an, il n'aurait pas été possible de financer. Il eut été indispensable de mettre à jour le calcul des coûts selon des estimations concordantes entre les gauches, ou tout au moins fiables, et de corriger ensemble le programme et son chiffrage de façon acceptable pour les cerveaux les plus froids, ou moins éprouvés par les passions du différend.

Mais il n'existait pas d'évaluations concordantes ou fiables. Au contraire, les communistes demandaient plus de nationalisations et de dépenses sociales. Les socialistes, qui ne demandaient pas plus, mais également pas moins, apparaissaient à moitié sages, ce qui est notoirement inutile, car ils se limitaient à confirmer la nationalisation de tout le système de crédit et des neuf plus importants groupes industriels; ils insistaient, en outre, sur le salaire minimum garanti à 2 400 francs, environ 440 000 livres.

Marchais et Mitterrand se disputaient entre eux sur ces bases, sans daigner donner une réponse à ceux qui, comme Raymond Aron, objectaient que le surplus du pouvoir d'achat aurait relancé l'inflation et entraîné la France sur la «voie italienne». A quoi servaient donc certaines données et les raisonnements? A moins que rien. Ce qui comptait, par contre, était *la poussée des masses*: «Allons enfants, vers l'hyperinflation!».

Ce n'est pas la première fois, et ce ne sera pas la dernière, que ce qui apparaît comme un mouvement de masse échoue



Georges Marchais

parce que les tribuns qui devaient le guider se laissent emporter - par arrogance, par ignorance ou par myopie - par la démagogie, au-delà de toute limite de possibilité réelle et, par suite, si la conquête du pouvoir réussit, doivent l'assumer sous la seule forme possible: la dictature, pour tenter en un premier temps - peut-être en toute bonne foi - de maintenir les promesses de bien-être et de bonheur général faites au peuple, quitte à transformer ensuite la dictature en un régime policier, afin que personne n'ose se plaindre de la non-réalisation de ces promesses faciles.

Mais il est un fait qu'un pourcentage non négligeable de la masse raisonne au moment opportun avec sa propre tête et ce n'est pas la totalité de ses voix qui affluent ensuite vers les tribuns, comme ces derniers l'espéraient.



François Mitterrand

LES IDES DE MARS

Au premier tour électoral, seul un modeste écart séparait la gauche du groupement de centre; mais le second tour, celui des «Ides de Mars», a été une lourde défaite quant au nombre de députés élus pour la gauche française.

Il est pourtant vrai que cette dernière est encore une force politique imposante dans la vie de la nation, même si elle a perdu la dernière bataille par suite d'un suicide évident.

UNE DURE LEÇON POUR M. MITTERRAND

Il est désormais acquis qu'au second tour des élections, de très nombreux socialistes n'ont pas voté le candidat communiste et qu'un certain nombre de commu-

nistes en ont fait autant dans les collèges où la gauche unie présentait un candidat du Psf.

La rupture de l'unité, voulue par Marchais, et les lourdes attaques communistes des derniers mois contre Mitterrand ont littéralement brisé le «Front populaire» reconstitué, selon l'édition 1978, et la rancoeur politique accumulée non seulement empêche tout rapprochement des parties en des temps brefs ou moyens, mais constitue une sévère leçon pour Mitterrand lui-même qui semble affecté, comme tous les socialistes des pays latins, d'un véritable complexe d'infériorité vis-à-vis des communistes.

Mais si le parti socialiste italien est en rapport de force électorale de 1 à 3 par rapport au Pci, ce qui rendrait en partie explicable un tel état de suggestion, le parti socialiste français est sur une position de suprématie vis-à-vis de son compatriote le parti communiste. Cette incapacité propre d'autonomie pour tendre à la conquête du pouvoir est donc d'autant plus un fait pathologique et moins explicable, si l'on pense que le déploiement des forces socialistes, dans le prochain Parlement européen, sera incontestablement le plus fort des europartits et surclassera nettement celui que l'on appelle, de façon impropre, «eurocommunisme».

Pauvre M. Mitterrand! le «chevalier à la rose», comme l'a surnommé M. Raymond Barre.

Il avait fait renaître de ses cendres le parti socialiste et avait incarné, pendant plus de vingt ans, l'espoir de nombreux Français.

La boutade de Giulio Andreotti «le pouvoir use surtout celui qui reste à l'opposition» est valable pour lui également.

Il s'était présenté à lui la grande occasion d'assumer le pouvoir, mais sa main est restée serrée autour de la rose.

Dans son propre camp on lui a suggéré de se retirer de la vie politique avant que celle-ci ne s'éloigne de lui.

Un des lieutenants de Marchais aurait déclaré en privé, sous forme de consolation, après la défaite du 19 mars: «Nous avons perdu, une fois encore, mais nous avons réussi à débarrasser la France de deux hommes de la providence, de Gaulle et Mitterrand. Au fond, ce n'est pas peu».

COMPLEXE D'INFERIORITE OU SENILITE IRREVERSIBLE?

Il vient souvent à l'esprit la question suivante: le mal qui afflige les partis socialistes des pays latins est-il vraiment un complexe d'infériorité qui s'explique par le fait qu'ils se proclament marxistes et qu'ils avouent de tirer leurs origines et leurs idées des doctrines du co-auteur du «Manifeste communiste»? Ils se trouveraient donc en parenté étroite mais illégitime avec le Communisme unique et légitime héritier de cette doctrine historique mais néfaste.

Le complexe d'infériorité du socialisme est ensuite accru par le fait que le communisme a toujours démontré, à toutes les occasions, posséder des capacités organisationnelles très poussées, dans les luttes, dans les révolutions, dans la conquête et dans la conservation du pouvoir.

Il faut ajouter à cela, que le communisme, avec un toupet admirable, s'est également proclamé l'unique champion du socialisme et de la démocratie.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, si le complexe d'infériorité du socialisme latin, incapable de prendre ses distances du cousin envahissant, se tache également de masochisme et se démontre toujours prêt à oublier que le parent communiste, après l'avoir utilisé comme supporter ou comme allié commode, après chaque victoire et au moment de la montée au pouvoir, le désavoue et le taxe de menchevik ou de national-socialisme et finit par éliminer physiquement les chefs et les commis qui se révèlent être indésirables ou de dangereux concurrents.

La perte de mémoire a toujours été un symptôme évident de sénilité, et le plus grand mal du socialisme italien, qui oublie toujours tous les maux précédents, est peut-être, justement, une sénilité irréversible.

INCAPACITE ET IDEALISME

Idéaliste et romantique, le socialisme latin est resté ancré aux vieux principes d'origine, surannés et démodés, et n'a pas encore su se rénover ni trouver des solutions réalistes aux problèmes actuels de la société moderne au sein de laquelle l'ouvrier n'est plus un prolétaire.

Incapable de concevoir une action autonome pour assumer tout seul une respon-

sabilité gouvernementale, il s'accroche, brillant et confus, au bras de son cousin communiste bien plus habile; celui-ci, avec son manque de scrupules habituel, l'exploite quand cela lui convient ou s'en débarrasse ennuyé quand sa compagnie ne semble plus lui convenir directement.

Il y a soixante ans, le communisme de Lénine mit à jour les idées de Karl Marx, surannées et difficilement applicables, auxquelles son parent pauvre, le socialisme latin, est resté ancré encore de nos jours.

Alors que nous écrivons ces quelques lignes, le 41^e Congrès du Parti Socialiste Italien s'est ouvert à Turin.

Au sein du parti, les dirigeants âgés de la quarantaine ont totalement délogé la vieille garde des notables vénérables. Le patriarche du parti, Pietro Nenni, est absent parce que vieux et malade. Pour la première fois, le symbole marxiste, la faucille et le marteau, a disparu du drapeau du parti exposé sur l'estrade. A sa place, trône un oeillet rouge.

Le Psi devrait sortir du congrès avec un visage et, nous l'espérons, des idées nouvelles qui permettront d'en orienter la politi-



Jacques Chirac

que au cours des dix prochaines années.

L'expérience du vainqueur-vaincu M. Mitterrand servira, nous le souhaitons, de leçon aux dirigeants du socialisme italien; il est à souhaiter, en outre, que naisse, de Turin, pour le bien de l'Italie et de l'Europe, un socialisme moderne qui relègue Karl Marx au musée Grévin et non l'habituel brouhaha démagogique qui ne sait, en substance, demander rien d'autre que l'entrée des cousins communistes au gouvernement et, par suite, la rétrocession de l'Italie de nation libre à dernier membre du Commonwealth soviétique.

Au nom du bon sens et de l'Europe, nous souhaitons que le Psi rejette, au cours de ce 41^e Congrès, le léninisme et choisisse l'Occident. Sa décision pourrait avoir une influence sur tous les autres partis socialistes des pays latins.

LE VAINQUEUR DU 19 MARS

Les électeurs français ont refusé l'accès au pouvoir de la gauche pour trois bonnes raisons:

- sa mésestante ne promettait rien de bon quant à sa capacité de gouverner;

- son programme commun suscitait plus d'inquiétude que d'attrait;

- la perspective de voir devenir ministres des communistes a effrayé la plupart des électeurs, y compris les socialistes eux-mêmes.

Malgré l'ampleur de la défaite en termes de députés élus, personne ne peut oublier la réalité numérique des voix recueillies par la gauche; c'est peut-être en pensant à cela que M. Raymond Barre, le Premier ministre en charge, a jugé bon de déclarer ce qui suit au Président de la République au moment de présenter sa démission le 22 mars et nous estimons valoir la peine de le reporter intégralement:

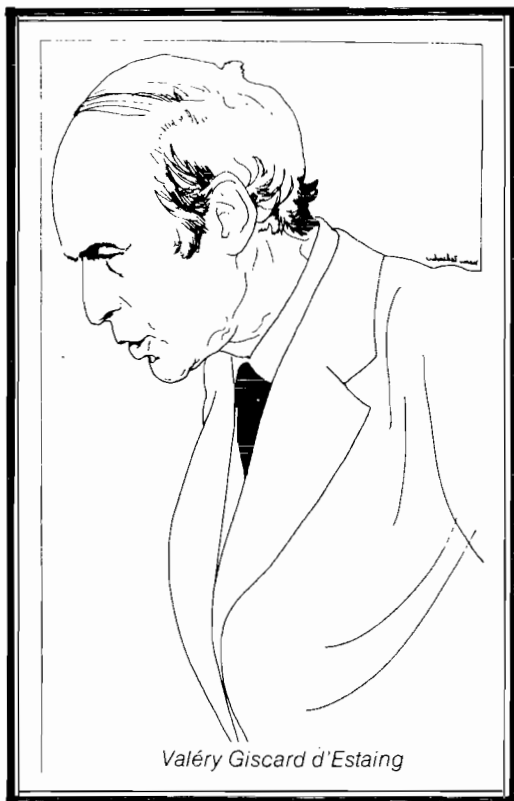
«Il vous appartient, compte tenu de l'analyse de la campagne électorale et des résultats des élections, de fixer les grandes orientations politiques de la France. Si vous estimez qu'elle rend nécessaire la formation d'un nouveau gouvernement je suis prêt, au moment que vous jugerez le plus opportun, à remettre ma démission et celle du gouvernement, conformément à l'article 8 de la Constitution».

Malgré le net écart majoritaire obtenu avec l'attribution des sièges, le groupement politique du centre n'a pas oublié, et ne pouvait pas oublier, le verdict des urnes en termes de voix.

Le véritable vainqueur des élections de mars 1978 est, incontestablement, le président Valéry Giscard d'Estaing: non seulement il a vu augmenter considérablement la force de son parti, mais il a vu, également, l'Elysée se transformer en un siège arbitral de la politique de la France; et tous les représentants des groupes qui ont combattu la bataille électorale des Ides de mars lui reconnaissent cette faculté.

M. Mitterrand, lui-même, qui avait refusé, le 30 octobre 1974, l'invitation du président Giscard d'Estaing, s'est rendu à l'Elysée le 28 mars de cette année.

Tous, vainqueurs et vaincus, semblent être conscients que la France a refusé, avec son vote du 19 mars, l'aventure de la gauche, mais désire une entente entre la force à laquelle elle a confié le pouvoir et l'opposition, afin que la rencontre entre des idéologies opposées permette de développer des idées de compromis qui assurent au peuple français une vie meilleure.



R.C.

EUROCOMMUNISME

Le mythe est écroulé

LE VISAGE DE MARCHAIS

Le résultat des élections françaises a constitué, également, la chute du mythe eurocommuniste et en a dévoilé son inconsistency. Le mythe n'est au fond rien d'autre que la tentative de rénover, à l'aide de symboles plus frais et plus attrayants, quelque chose de vieux qui survit à grand-peine sous son ancien contour. Il représente la dénonciation de la difficulté d'une idée religieuse tarie par le temps ou d'une superstition ancestrale usée, donc du besoin de se représenter sous un visage plus jeune. En somme, entre le mythe et l'illusion, le pas est vite fait.

L'alliance de la gauche était basée, en France, sur une conviction mythique, aussi profonde qu'illusoire: le changement, considéré comme évident, du parti communiste. C'est sur le mythe du nouveau communiste que Mitterrand misait depuis quelques années pour se convaincre lui-même et de vastes couches de l'électorat modéré socialiste ou radical (dans le sens français), que le pays le mieux administré et le plus aisé d'Europe pouvait désormais s'accorder le luxe d'une coalition gouvernementale de gauche.

L'ILLUSION DE MITTERRAND

Le raisonnement socialiste était plus que simple: il était simpliste. Comme l'eurocommunisme de Marchais avait modifié en profondeur le vieux parti sectaire de Thorez et de Waldeck-Rochet, les Français pouvaient voter tranquillement pour la gauche unie et la faire gagner sans que rien de primordial ne soit modifié dans la tradition libérale du pays. Marchais n'avait-il pas éliminé des statuts du Pcf, le dogme de la dictature du prolétariat? N'avait-il pas dénoncé publiquement certains aspects «antilibéraux» de la société soviétique? N'avait-il pas clairement proclamé de vouloir un socialisme «aux couleurs de la France?».

Le démenti des illusions de Mitterrand est venu de Marchais en personne, avant même l'électorat. Depuis septembre de l'année dernière, c'est-à-dire depuis qu'il avait provoqué, à froid, la première rupture sur le front de la gauche, Marchais avait jeté le masque au visage humain pour montrer l'audace du communiste vétéran qui craint, plus que toute autre chose, la concurrence et la suprématie du socialiste.

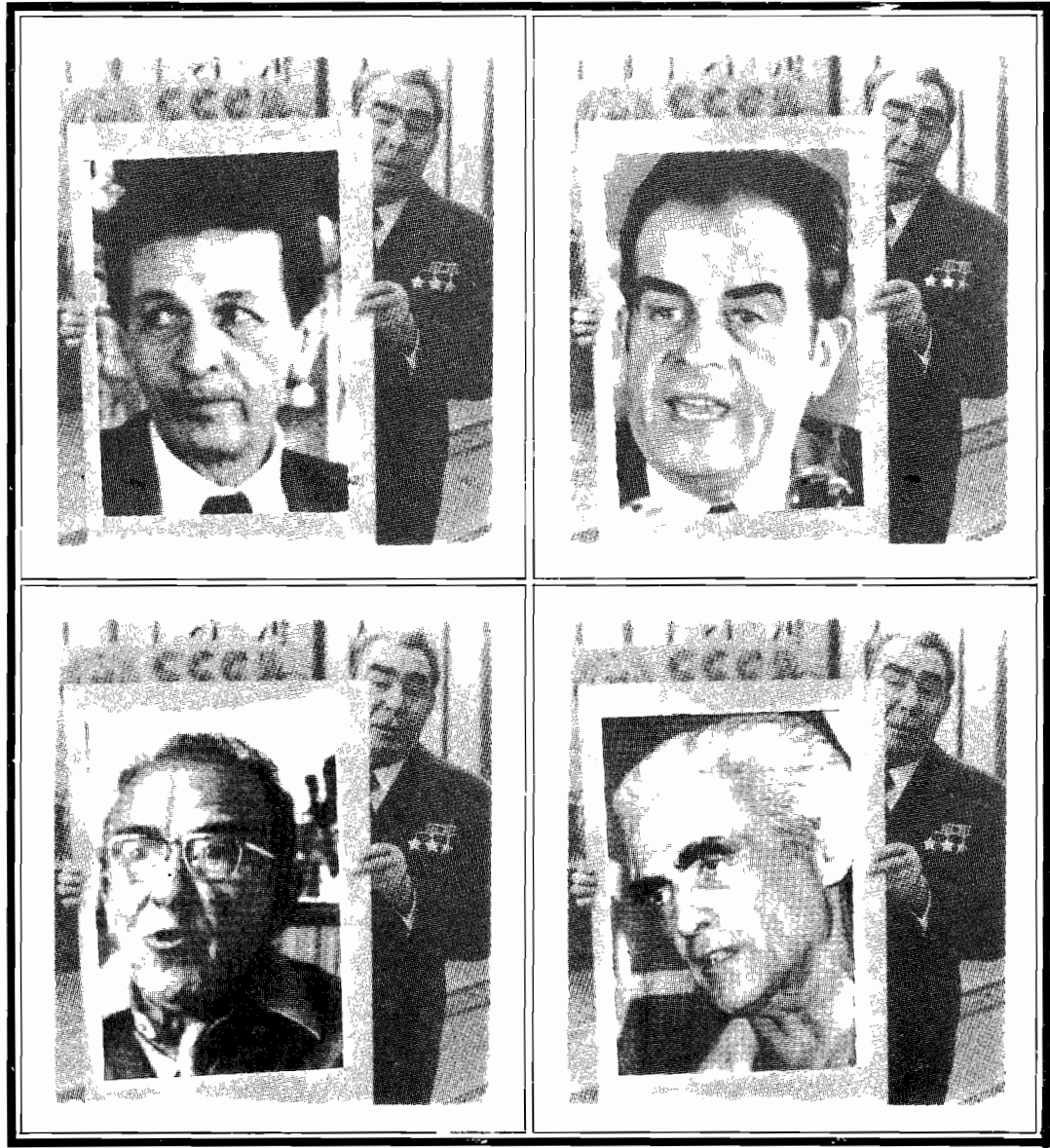
MARCHAIS JETTE LE MASQUE

Avec l'arrogance qui est de tradition au sein de la Troisième Internationale, Marchais avait justement dénoncé dans Mitterrand, garant du mythe eurocommuniste en France, le «collaborateur de classe». Avec son célèbre chiffrage, apostille démagogique spécialement conçue pour faire naufrager le programme commun de la gauche, il avait ensuite alarmé le potentiel électoral socialo-communiste en menaçant des salaires très élevés et des nationalisations en spirales qui, si un gouvernement de gauche les avait appliqués, n'auraient provoqué rien d'autre qu'un désordre et une inflation galopante au sein de l'économie. Jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'au fragile replâtrage de l'alliance du 13 au 19 mars, il avait continué à épouvanter les sympathisants bourgeois en

INISME OR

SPECIAL B.F.

Pièce d'une exposition d'art



élevant les prétentions ministérielles des communistes et en faisant appel à un langage de propagande extrêmement grossier, irréel et catastrophique: il en sortait le gribouillage d'une France ressemblant à un cliché du 19° siècle, terre de misère et de paupérisation progressives.

Un tel comportement archaïque et agressif permettait au moins de comprendre, assez clairement, deux choses. Tout d'abord que l'eurocommunisme, solennellement souscrit lors d'un meeting commun avec Berlinguer à Paris, le 3 juin 1976, plaisait à Marchais non pas tellement comme élément rénovateur du Pcf, mais uniquement comme instrument concurrentiel à utiliser contre les socialistes en vue des prochaines élections. Deuxièmement, que ce même Marchais préférait l'eurostaliniisme, avec tous ses ingrédients primaires, au moment où, avec une pointe de dépit, il s'apercevait que l'eurocommunisme ne lui avait pas suffi à mettre Mitterrand en difficulté et que ce dernier avait, entre-temps, continué à récolter de nouvelles approbations et de nouveaux succès.

LE VRAI VISAGE DU P.C.F.

La logique de l'insolence avait conduit à appliquer la méthode de Samson: mourir sous les ruines du temple en même temps que les Philistins, c'est-à-dire les radicaux et les socialistes, plutôt que d'aller au gouvernement à leur remorque.

Proclamé devant les Parisiens avec de si bons propos par Marchais et Berlinguer, l'eurocommunisme aurait dû signifier, entre autres choses, une collaboration avec le parti socialiste, une loyauté démocratique, une acceptation de l'alternance hégémonique au sein même de la gauche. Tout ceci a été refusé depuis septembre dernier. Et ce refus est digne d'être médité, car il repropose un vieux problème lié à la révolution: celui de l'allergie communiste au pluralisme. Staline, qui pouvait le faire, avait pour habitude de jeter le socialiste en pâture au bourreau. Marchais qui, s'il le pouvait, en ferait autant, s'est limité à le jeter en pâture à l'ennemi commun.

Un mythe s'est écroulé en France. Du ghetto où ils sont retournés, les communistes continueront à s'éloigner toujours plus de la réalité de leur pays.

L'EUROCOMMUNISME EST VIVANT

(mais il est à la recherche d'une âme)

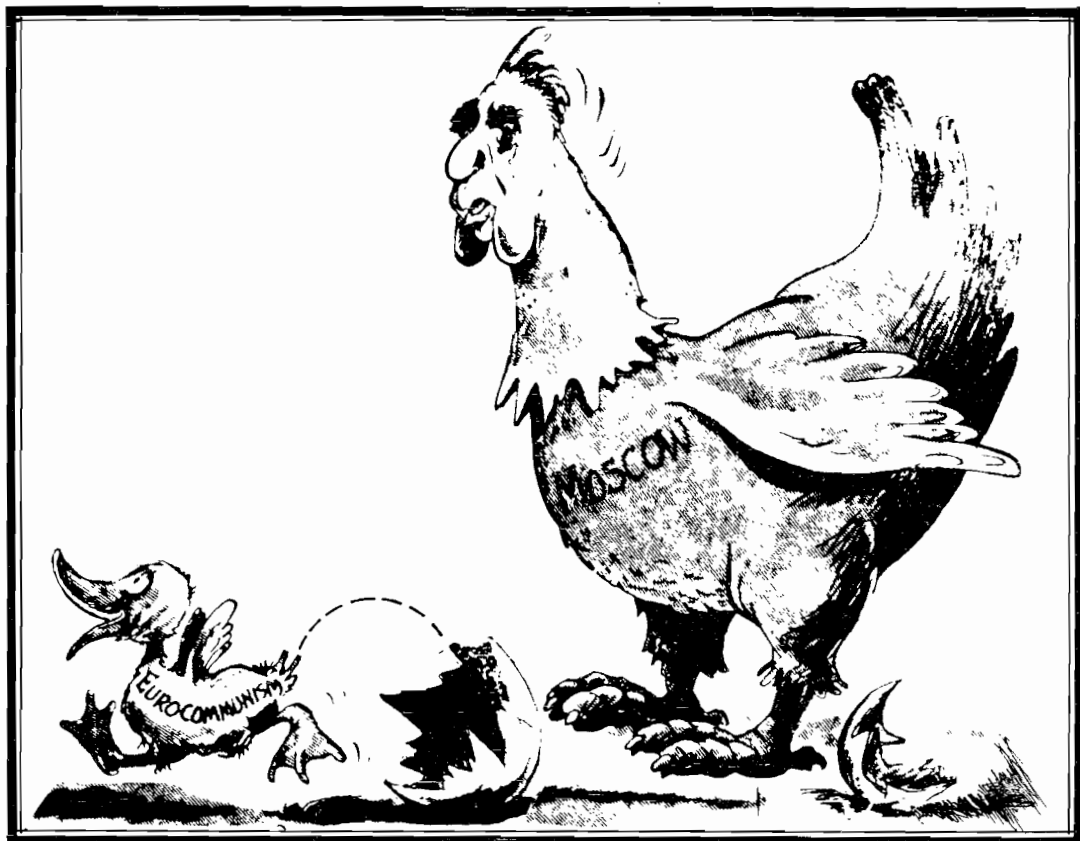
de JOSEPH MATHIEU

L'eurocommunisme n'est pas mort. Il est bien vivant, même si ce n'est que maintenant que nous percevons, après deux siècles, ses vagissements. Il dort depuis 1833, après s'être inlassablement battu dans les salles de Tribunal pour défendre une «nouvelle religion», invoquée et puissante (le Nouveau Christianisme), capable de rétablir la matière contre le pouvoir prédominant de l'esprit.

Claude Henri de Rouvray, comte de Saint-Simon, s'éteignait à Paris en 1825 et Karl Marx naissait à Trèves en 1818: les forces invoquées de la matière construisaient leur théorie dans l'inconscient d'un enfant de sept ans qui devait l'énoncer vingt-trois ans plus tard.

Depuis lors, l'histoire a fait du chemin et les hommes ont acquis la conscience de vérités tendant à contenir en soi les valeurs contraires de l'esprit et de la matière.

En fait, Saint-Simon affronta, entre les XVIII° et XIX° siècles, le même problème pour lequel nous cherchons, aujourd'hui encore, en «réorganisant la société européenne», la solution dans les «moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps



politique, tout en conservant à chacun l'indépendance nationale».

Saint-Simon se promettait de rechercher les moyens pour réorganiser la *société* européenne sur la base d'une association entre *ses peuples*, et non sur la base d'une association des Etats européens, auquel cas il aurait pu se rapporter aux modèles de structures étatiques préexistantes.

La vérité est que Saint-Simon savait que l'organisation d'une société supposait l'existence d'un Etat, mais que celui-ci devait, pour être valable, prendre forme à partir de structures suggérées par les nécessités de la vie pratique et non pas à partir de structures préexistantes.

Si Saint-Simon a eu le tort heureux de devancer les événements, on ne peut pas dire pour autant qu'il se soit trompé dans le choix de la méthode pour réaliser l'unité des peuples de l'Europe.

Il est évident, ici, que *l'eurocommunisme* dont on parle tant - avec un sérieux surprenant chez des personnages jugés politiquement responsables - sans toutefois énoncer une théorie propre tirée des réalités nouvelles survenues dans la vie sociale, n'est pas autre chose qu'un corps sans âme à qui il serait bon d'offrir une sépulture immédiate si nous voulons éviter de tomber dans le piège de finalités que nous rejetons.

Nous ne voulons pas dire, par là, qu'il n'existe pas un *eurocommunisme authentique et vivant*. Il est présent. Il l'est dans la dynamique de la société contemporaine, dans la volonté de rechercher un système qui permette le libre exercice des activités au-delà des barrières nationales d'*Etats souverains*, renfermés dans des normes qui ne satisfont pas les exigences de notre façon d'être et de sentir. Et que ce soit bien clair: si cette conception européenne présuppose une structure d'Etat ouverte au libre développement des activités communautaires, elle n'entend pas, pour cela, utiliser des instruments qui se sont révélés inadapés à fournir une réponse rapide aux exigences que la complexité de la vie con-

temporaire a énormément sélectionnées et multipliées.

La bombe d'Hiroshima n'avait pas encore été lâchée que déjà Emery Reves écrivait, dans son «*Anatomie de la Paix*» que «*la société humaine et l'évolution humaine sont des phénomènes dynamiques par excellence; ils ne peuvent donc pas être dominés par des moyens statiques*», comme le sont les partis politiques, paronymes des structures d'Etat traditionnelles qui en dérivent.

Les apriorismes idéologiques qui conditionnent ces moyens traditionnels d'expression démocratique ne peuvent pas saisir tous les aspects d'une dynamique sociale déterminée de la multiplicité complexe d'intérêts que les contemporains du siècle passé ne pouvaient même pas imaginer. Ils ne le pouvaient pas car la technologie moderne n'avait pas encore produit, dans le tissu social, les effets que nous connaissons aujourd'hui et qui se résument dans le choc d'intérêts corrélatifs mais opposés, entre les intérêts particuliers et les intérêts communautaires: subjectifs les uns, objectifs les autres.

La variété multipliée des intérêts objectifs a fini par poser le problème de leur nouvelle objectivation. D'où la nécessité de procéder à une coordination rénovée de structures au service de forces créatrices individuelles avec des structures analogues au service de forces collectivistes.

Sur cette voie, la dialectique - inhérente à la raison et aux choses d'un monde qui avance dramatiquement avec des chocs violents - finira par synthétiser en une unique formule les concepts opposés que chacun de nous possède de la liberté et de la justice sociale.

A mon humble avis, la solution viendra d'une nouvelle réflexion de la formation de la société qui *ne procède pas* - comme on le croyait et comme on le croit encore - *de la somme des unités humaines, mais de la somme unitaire des exigences pluralistes de l'homme.*

C'est là un pluralisme qui naît directement de la réalité de la vie pratique et ouvre les portes à une conception *pluraliste* du droit en opposition au droit *moniste* ou *étatique* qui tire son origine de la conception unitaire des partis politiques, fondés sur l'apriorisme de principes abstraits. C'est l'aspect juridique de la conception titiste du «pluralisme des intérêts» que l'on expérimente en ce moment en Yougoslavie.

Mais un socialisme qui s'identifie au «*socialisme aux couleurs de la France*», c'est-à-dire national, n'est pas concevable. Il n'est pas concevable parce que le socialisme ne repose pas sur une base politique et philosophique, mais sur un sentiment qui peut être facilement, en tant que tel, «assimilé», attribué ou, pire, utilisé par d'autres et, peut-être même, par des orientations politiques opposées. *C'est pour cela que le socialisme est privé d'une force politique contractuelle réelle.* Et quand Marx s'est évertué à donner au socialisme un contenu rationnel, il s'est bien gardé de le préfigurer dans le contexte d'un *Etat souverain*. Il l'a vu, par contre, comme un *instrument* au service de la société: siège unique et authentique de la morale.

Que, par la suite en raison d'une déduction philosophique erronée de Marx et par «mérite» de Lénine, l'*Etat-instrument* marxiste, au lieu de se dissoudre dans la société, en soit devenu le «patron», comme dans le modèle soviétique, c'est une autre question qui pourra - en cas de besoin - être reprise en d'autres occasions.

Il n'était donc pas possible qu'en France un *eurocommunisme de quatre sous* - tâtonnant entre une idéologie privée de doctrine et un socialisme autocrate - ait pu «*se mettre d'accord avec les socialistes*».

La vérité est que tant le *socialisme* que l'*eurocommunisme*, dont on parle tant, sont privés d'un contenu rationnel qui permette de percevoir la vision claire et illuminante d'une société modelée sur «*la séparation et la décentralisation des pouvoirs de l'Etat et des organes périphériques, mais également un pluralisme dans les organisations sociales et des communications de masse et enfin... dans l'économie*» comme l'a clairement et opportunément mis en évidence J.-C. Dragan en janvier de l'année dernière, quand il fit la recension de l'essai que V. Giscard d'Estaing a modestement dédié, à tort, à la *Démocratie française*, au lieu - et cela aurait été plus engageant et exaltant - de la *Démocratie européenne*.

J. M.

EUROCOMMUNISME ET DETENTE

Pierre Hassner, du Centre d'Etudes et de Recherches internationales auprès de la Fondation Nationale de Sciences Politiques de Paris, analyse les deux concepts d'Eurocommunisme et de Détente et leurs interrelations dans un bref essai qui s'intitule, justement, «Eurocommunisme et Détente», apparu dans le numéro de décembre 1977 de «Survival».

L'auteur cherche, avant tout, à clarifier les définitions de ces termes trop fréquemment employés, et souvent de façon ambiguë. Au-delà de sa propre nature controversée, l'eurocommunisme - né officiellement à la Conférence de Madrid, des 2 et 3 mars 1977, qui réunissait les partis communistes espagnol, italien et français - peut se référer, au sens large, à «toute forme de communisme qui exprime une certaine indépendance vis-à-



vis de Moscou» et donc, également, à la Yougoslavie ou à la Roumanie, ou alors, au sens restrictif du terme, aux partis communistes européens «qui travaillent pour créer une Europe occidentale socialiste et qui croient... en une priorité de la dimension européenne sur celle de leur propre pays ou du monde», c'est-à-dire aux partis communistes espagnol et italien, mais pas français. On peut se référer, enfin, à une définition médiane qui incluerait, sur la base d'une «version pluraliste du communisme», les partis - par exemple également le parti communiste japonais - qui se battent dans le système occidental pour une société socialiste, en déclarant, cependant, vouloir maintenir les traditions libérales et les institutions des pays capitalistes au sein desquels ils opèrent.

On peut parler, en ce qui concerne la détente - entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest - d'une «condition» de détente comme d'une «politique» de détente. On entend, avec la première, une diminution de la tension entre les pays de l'Est et les pays occidentaux; avec la seconde, cette condition fait partie d'une certaine stratégie politique. Par exemple, argumente Hassner, il est discutable si une politique de détente est poursuivie ou non au nom de l'eurocommunisme: quelques partis communistes européens, en effet, sont plus durs que d'autres dans leur condamnation de l'impérialisme étasunien.

Mais l'analyse se complique quand eurocommunisme et détente sont rapportés au contexte historique actuel et dans la perspective d'une crise qui menace - même si c'est sous des aspects différents - tant les pays de l'Occident que ceux de l'Est. Si, en effet, la détente entre l'Union soviétique et les Etats-Unis a favorisé l'eurocommunisme - «ce qui a rendu plus difficile, pour les gouvernements, y compris celui des Usa, d'avoir des relations positives avec l'Union soviétique et, en même temps, excommunier les partis communistes occidentaux» - d'autre part, l'affirmation de l'eurocommunisme peut avoir des répercussions négatives sur le processus de détente: par exemple, une réaction hostile des Etats-Unis quant à la possibilité de l'entrée au pouvoir des partis communistes, ou bien une réaction de la droite, ou encore une aggravation des relations entre l'Urss et les partis communistes occidentaux cités plus haut (voir la violente polémique avec le P.C. espagnol de Carillo).

Les relations entre la «crise de l'Occident» et l'euro communisme sont plus claires. De fait, la crise économique et politique persistante et la nécessité d'alternative aux gouvernements existants a rendu plus réaliste la candidature des partis communistes au pouvoir. Ces derniers déclarent, de leur côté, qu'ils acceptent le système occidental, y compris l'Otan. Mais quand on fait des suppositions sur les débouchés effectifs de la crise, alors - si l'on suit l'argumentation de Hassner - la nature de l'eurocommunisme sera certainement modifiée. Si, en effet, les pays européens devaient réacquiescer la prospérité économique et voir se renforcer le système démocratique constitutionnel, alors «... le destin des partis communistes occidentaux sera probablement... loin du léninisme et proche de la social-démocratisation ... ou du sectarisme utopiste». Mais dans l'hypothèse, par contre, que la tendance actuelle de l'«ingouvernabilité des sociétés modernes» empire, tandis que les tensions sociales et les problèmes économiques deviennent plus forts, alors «... les partis eurocommunistes actuels peuvent soit reprendre leur rôle traditionnel de leaders de la classe ouvrière dans la lutte ou dans la résistance aux forces de droite, soit devenir, eux-mêmes, des acteurs de régimes nationalistes et autoritaires...».

En ce qui concerne les rapports entre les partis communistes européens et ceux de l'Est, ici aussi l'évolution peut être double, selon que l'Union soviétique contraste ou non l'eurocommunisme qui, à son tour, certainement «... influence les pays de l'Est en encourageant ou en légitimant ces éléments, au gouvernement ou à l'opposition, qui croient en une réforme quelconque du communisme». Les développements à long terme peuvent être soit une rupture, soit «une évolution des pays de l'Est en direction de l'eurocommunisme».

Hassner conclut en observant que tant la détente que l'eurocommunisme sont des facteurs déstabilisants de la situation actuelle en Europe: «Ils contrastent tous les deux - écrit-il - avec la division de l'Europe en deux sociétés isolées l'une de l'autre; ils tendent à libérer des forces que tous cherchent à manipuler et qui pourraient être arrêtées rapidement - comme cela a été habituellement - mais que personne ne peut être certain de contrôler pendant une longue période.

LE COMMUNISME DE CASERNE

Destruction impitoyable», «destruction totale, radicale et générale», «incitation au soulèvement populaire»; «Poison, couteau, noeud coulant, et ainsi de suite. La révolution bénit tout. Et c'est ainsi que la route est déblayée!»; «Déclaration du travail physique obligatoire pour tout le monde»; «Ou au travail, ou à la mort»; «Produire le plus possible pour la société et consommer le moins possible»; «Au diable ces universités, ces académies, ces écoles...»; «Renoncement à sa propre vie, à sa propre pensée, à sa propre volonté»; «Renoncement inconditionné à soi-même»...



D'où provient donc tout cela? A qui appartiennent ces slogans, ces images? Nombreux sont ceux qui y reconnaissent, sans difficulté, le credo des maoïstes à l'époque de la révolution culturelle. D'autres - eux aussi à raison - y trouvent les traces des affiches des quelques, mais tristement connus, partisans des Gardes Rouges en Occident, des rebelles de la «nouvelle gauche» en France, Italie, République fédérale d'Allemagne, Japon, Chili, Portugal, Espagne...

Mais une autre chose est intéressante. Ce sont justement ces mots d'ordre qui furent condamnés, d'une façon nette et raisonnée, il y a plus de cent ans, par K. Marx et F. Engels, de l'Association internationale des ouvriers. Les auteurs et les propagandistes de ces slogans, c'est-à-dire les partisans de Bakounine, prêchaient et divulgaient des théories où l'anarchie se mêlait à un communisme grossièrement égalitaire. Ils avaient pris leur programme sectaire et leurs idées étroites pour le vaste programme et les nobles aspirations de la classe ouvrière internationale. En portant un jugement, au début des années 70 du siècle dernier, sur les projets de construction de la société de l'avenir élaborés par Bakounine et par ses fidèles de l'«Alliance internationale de la démocratie socialiste», les fondateurs du communisme scientifique écrivirent: Il y a de tout ici: les réfectoires communs et les chambrées communes, les experts et les bureaux qui réglementent l'éducation, la production, la consommation, en un mot, toute l'activité sociale, et à la tête de tout cela, en qualité de dirigeant suprême, l'anonyme et inconnu «notre comité». De telles idées furent définies par Marx et Engels «un admirable exemple de communisme de caserne» (K. Marx et F. Engels, Oeuvres, V. 18, p. 414).

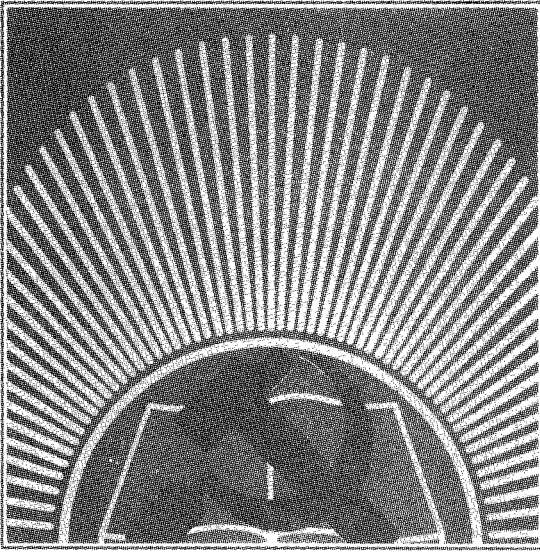
Il est certain que le problème ne réside pas dans le jeu verbal. Derrière les coïncidences terminologiques, il y a la ressemblance des conceptions et de la base sociale. Le recours à la critique marxiste du communisme de caserne et de l'anarchie aide à comprendre, mieux et plus profondément, cette ressemblance, à en déterminer les raisons objectives. Ni les maoïstes chinois, ni, encore moins, leurs admirateurs de la «nouvelle gauche» en Occident, ne peuvent, naturellement, être caractérisés exhaustivement que comme partisans du communisme de caserne et de l'anarchie. Les sources qui alimentent tant les premiers que, surtout, les seconds, sont plus complexes et articulées. Toutefois, les variantes du pseudo-communisme réactionnaire, auquel nous nous sommes référés, sont des plus indicatives et essentielles pour comprendre la nature idéologique, politique et sociale de ces forces et de ces personnages qui continuent à employer, de façon obstinée, les procédés ultraradicaux pour influencer les masses, en jouant sur leur aspiration à la révolution, à la justice sociale, à l'égalité.

L' ANTIPODE DE LA LIBERTE ABSOLUE

Le communisme de caserne est né, dans l'histoire de la pensée, comme un des courants de l'utopisme social qui se différençait des autres conceptions utopistes-communistes par l'extraordinaire exagération du rôle de la violence, de la construction, par la réduction des causes de l'injustice sociale exclusivement à la mauvaise volonté, à la dissolution, à la cupidité des propriétaires. Son trait spécifique était la réglementation mesquine et rigide de tous les aspects de la vie sociale et individuelle. Le mode de penser du communisme de caserne reflétait, peut-être plus que les autres courants utopistico-sociaux, l'imprécision des limites qui séparaient le prolétariat des pauvres, des couches du *Lumpen-Proletariat* - le prolétariat en haillons - et autres couches déclassées de la société dont les idées sur la justice se réduisaient principalement au nivellement rigide de tous dans la jouissance des biens matériels, au caractère obligatoire et total de l'ascétisme.

Le rigorisme communiste de caserne, avec ses postulats sévères, nous apparaît, à première vue, comme l'antipode des revendications anarchiques de la liberté absolue.

(de «URSS Oggi» n° 3, février 1978
extrait de «L'actualité de la critique
marxiste-léniniste du pseudo-communisme»)



Une
douloureuse
déception

LE 41° CONGRES DU P.S.I.

de R.C. HOOD

Le 41° congrès du Parti Socialiste Italien s'est terminé à Turin. Son secrétaire, Bettino Craxi, lors de sa clôture, l'a défini «le plus vieux et le plus jeune des partis italiens» et en a parlé comme d'un parti «progressiste et réformateur», ouvert et capable de surmonter les vieux obstacles bureaucratiques et de recevoir de nouveaux consensus.

Dans sa relation d'introduction, Craxi avait déjà mis l'accent sur le choix européen et occidental du Psi et sur le désir sincère de rassembler autour de lui les forces progressistes saines et rénovatrices du pays.

«Il existe une certaine défiance autour de la classe politique italienne» a encore affirmé Bettino Craxi.

C'est vrai; en particulier, justement, vis-à-vis du parti socialiste qui, depuis trente ans, ne semble pas s'être encore rendu compte de la nécessité de se détacher du grand frère communiste à l'égard duquel nous ne nourrissons pas de méfiance, mais une défiance absolue.

L'aspect avec lequel le Psi est sorti de son 41° congrès est encore tout autre que clair.

En effet, lorsque Craxi a déclaré, vers

la fin, que son parti insiste dans la «recherche de l'unité de la gauche en stimulant un processus révisionniste au sein du Pci», nous ne savons pas si nous devons nous mettre à rire ou à pleurer.

Après de belles paroles initiales, le secrétaire du Psi ferme par cette déclaration le cercle de la faiblesse de son parti et de son incapacité d'autonomie.

Le Psi ne sait pas ou ne veut pas jouer le rôle qui lui revient et qui est celui de la prima donna sur la scène politique italienne et européenne.

Il insiste, par contre, à vouloir mettre en scène et à jouer la «tragédie du parti socialiste», où son rôle final sera exclusivement celui de la victime prédestinée.

En effet, en insistant sur ce lien pathologique avec le parti communiste, le final de la «tragédie» ne pourra que se dérouler sur deux voies confluentes, toutes les deux, vers l'autel des sacrifices.

L'une de ces voies, celle du révisionnisme sans valeur du Pci, faite dans le seul but de franchir le seuil du pouvoir. Et ici, une fois qu'il aura réussi à le conquérir, l'agneau communiste redeviendra le loup sibérien qui, comme premier geste, dévorera le stupide Chaperon rouge qui lui aura

ouvert la porte.

L'autre voie, celle du révisionnisme effectif et complet du Pci (hypothèse à laquelle nous ne croyons pas) qui le transformerait, en réalité, en travaillisme, c'est-à-dire en un socialisme ouvert et moderne, et tellement acceptable par les travailleurs que, justement, ils y feraient affluer leurs voix.

C'est ainsi que le Psi aurait créé le concurrent qui le viderait et le tuerait, cette fois sans effusion de sang.

Est-il possible que l'ingénuité ou l'absence de courage de Bettino Craxi et de la direction de son parti arrive à ces limites absurdes?

Personnellement, nous sommes, en principe, tout autre qu'hostiles à un socialisme moderne, conscient de ses énormes possibilités, capable d'affronter et de résoudre les problèmes des dix prochaines années qu'affrontera la classe des travailleurs italiens évoluée au point qu'ils ont oublié même le sens du mot «prolétariat».

Il y a quelques semaines, M. Eugenio Scalfaro, socialiste et directeur du quotidien «La Repubblica», est apparu au cours d'une transmission de la télévision italienne. Il s'agit d'une personne âgée et élégante,

arborant une cravate lavallière, et portant un bouc gris à la mousquetaire et un chapeau noir à larges bords. Une figure romantique de socialiste des années 1920.

Mais c'est comme si mille ans s'étaient écoulés de 1920 à nos jours, tellement élevé a été le rythme de croissance de l'humanité.

Et tout le monde s'en est aperçu, à l'exclusion de M. Scalfaro qui, à notre avis, est la parfaite désincarnation du parti socialiste italien.

Mais la petite excentricité de M. Scalfaro est acceptable comme une sympathique extravagance et un attachement à un symbole exprimé par une mode largement dépassée.

Mais dans un parti qui aurait la possibilité et le devoir d'assumer un rôle de guide dans le contexte politique italien et européen, l'extravagance démodée n'est ni acceptable, ni pardonnable.

Que messieurs les socialistes qui ont des oreilles pour écouter comprennent que l'Italie et l'Europe ont besoin d'un parti socialiste fort, sain, autonome et moderne.

La conclusion du 41^e congrès du Psi a douloureusement déçu tous les européens sincères.

R.C. H.

COLOMBO REELU PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

L'italien Emilio Colombo (démocrate-chrétien) a été réélu, par acclamation, président du Parlement européen. Ont été également réélus les douze vice-présidents, dont l'italien Mario Zagari, socialiste. Tous les groupes politiques sont convenus de confirmer le bureau actuel de la présidence jusqu'à la date de l'élection du premier Parlement européen au suffrage universel et direct.

La date précise a été décidée par les neuf chefs de gouvernement de la Cee, lors du «conseil européen» qui s'est tenu récemment à Copenhague.

Colombo avait été élu le 8 mai 1977 après trois votes, avec les voix du groupe démocrate-chrétien, des libéraux et des conservateurs, tandis que votèrent pour son rival, l'Irlandais Yeats, socialistes et démocrates européens progressistes. Les communistes, par contre, s'abstinrent.

Après sa réélection, Colombo rappela ce qui avait été fait par le Parlement européen au cours des derniers mois et demanda aux neuf gouvernements de ne pas décevoir, une fois encore, les attentes des Européens.

Colombo indiqua également les tâches qui attendent le Parlement européen: renforcement de la cohésion de la Communauté; résolution de la crise économique et lutte contre le chômage, surtout des jeunes; recherche des moyens appropriés pour combattre la violence; amélioration des relations entre les institutions de la Cee; élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne.

Lettres sur l'irrédentisme hongrois

L'année dernière, l'historien magyar Haraszti Endre a publié à Toronto une brochure de 76 pages, intitulée *Origin of the Rumanians*, dans laquelle il reprend les vieilles calembredaines sur la priorité des Hongrois en Transylvanie. Et moi qui croyais que cette thèse chauviniste et irrédentiste avait été ensevelie depuis longtemps et pour toujours!

Tout historien digne de ce nom sait qu'en réalité les hordes asiatiques des Magyars trouvèrent sur le territoire actuel de la Roumanie une civilisation bien supérieure à la leur. M. Haraszti ne cite que des confrères hongrois, et surtout leurs oeuvres datant des années 1936-1941, alors que le gouvernement de Budapest faisait des efforts désespérés pour convaincre Hitler et Mussolini de lui permettre l'occupation de la Transylvanie. Loin d'être écrits *sine ira et studio* ces ouvrages étaient imprégnés de haine antiroumaine.

Mais si M. Haraszti ne se fie que de l'autorité scientifique de ses compatriotes, pourquoi ignore-t-il le chroniqueur *Anonymus* (le notaire du roi Béla III), un des fondateurs de l'historiographie hongroise qui écrit justement au XIII^e siècle? C'est l'époque à laquelle l'imagination de M. Haraszti place «l'infiltration» de groupes de bergers-valaques en territoire hongrois, en provenance du sud du Danube. Et bien, *Anonymus* affirme que c'était les *Hongrois* qui pénétrèrent en Transylvanie, où il trouvèrent trois principautés roumaines assez puissantes.

Les historiens, un tant soit peu objectifs, ne peuvent contester la vérité élémentaire que *dans les régions du Bas-Danube les Roumains sont autochtones* et qu'avant l'arrivée des tribus magyares *ils peuplaient aussi la Pannonie*. Si, en vertu de la priorité chronologique, les Magyars n'ont pas de droits de propriété sur la Hongrie même, dont ils se sont emparé par la force, encore moins justifiées sont leurs prétentions sur la Transylvanie! Car il me semble évident, que des livres infâmes comme celui de M. Haraszti ne servent qu'un seul but: étayer par des motivations soi-disant scientifiques les rêves anachroniques des irrédentistes hongrois.

John Vasilescu

Mais les élucubrations ne sont pas l'apanage des historiens hongrois habitant en dehors des frontières de leur patrie. Le gouvernement de Budapest, qui jusqu'à présent se contentait d'encourager en secret les activités irrédentistes antiroumaines développées en Europe occidentale, donne maintenant sa bénédiction à des «études» publiées en Hongrie même. En effet, voici ce que nous apprenons d'un lecteur de Bucarest:

Sous le titre «Voies fausses dans l'histoire ancienne» fut publié dans le journal de

Budapest «Magyar Hirlap» un article signé par Bartha Antal, *docteur ès sciences historiques*.

Une des hypothèses, que cite Bartha - avec une certaine complaisance - quant à l'origine de sa nation, prétend que les Hongrois sont des... Sumériens et qu'ils sont arrivés dans le Sud-Est européen au quatrième millénaire av.J.-C. Selon cette hypothèse fantaisiste, les Hongrois seraient des habitants beaucoup plus anciens que les Thraces!

A propos de Thraces, ce «docteur ès sciences historiques» affirme textuellement «qu'il n'y a pas de points d'appui pour soutenir l'origine géto-dace du peuple roumain» et, pour fournir des «arguments» aux irrédentistes, il déclare: «Le respect qu'on doit aux événements de l'histoire ancienne et de la préhistoire des territoires actuels peut être compromis par des conceptions erronées. Une telle conception est la théorie de la continuité daco-romane».

Le sens est clair: les Roumains d'aujourd'hui, les Daces d'hier, ne peuvent prétendre aucun droit sur le territoire qu'ils habitent aujourd'hui. Tout l'article de Bartha se propose de démontrer l'absurdité que les Roumains sont un peuple «nomade», qu'ils ont émigré sans cesse et partant qu'ils ont changé continuellement de patrie!

Voilà les idées qui trouvent l'hospitalité dans un journal officiel de Budapest, le 25 décembre 1977.

*Corneliu Beldescu
Bucarest*

L'hebdomadaire bucarestois «Contemporanul» a publié, le 10 février 1978, une réponse à l'article mentionné ci-dessus: «Dans l'esprit de la vérité historique», par D. Berciu et C. Preda. C'est la première fois que Bucarest s'engage, sans ménagements, dans cette polémique avec les «frères socialistes» de Budapest.

UNE COMMUNAUTE A DOUZE?

L'impact du nouvel élargissement sur les Communautés Européennes

Suivant une longue tradition, le Collège d'Europe a organisé, les 16, 17 et 18 mars, son Colloque annuel consacré à: «Une Communauté à douze? L'impact du nouvel élargissement sur les Communautés européennes».

Les sujets abordés ont comporté: les effets de l'élargissement sur les politiques industrielle, régionale et agricole de la CE, les implications pour le budget communautaire, la période transitoire pour les pays candidats, les implications pour la libre circulation de la main-d'oeuvre, le problème des langues, l'impact sur les institutions communautaires, la réaction des Etats-Unis et des pays de l'AELE, les implications pour la politique méditerranéenne de la CE et pour les relations de celle-ci avec le Tiers Monde. Les participants ont discuté 18 rapports distribués à l'avance.

Le thème du Colloque a été introduit par M. Garret Fitzgerald, T.D. Ensuite ont pris la parole au nom des gouvernements des pays candidats, M.G. Kontogeorgis, Ministre hellénique chargé des affaires européennes, M.V. Constancio, Président de la Commission pour l'intégration européenne auprès du Conseil des Ministres portugais, et le Ministre du gouvernement espagnol chargé des problèmes d'adhésion à la CE.

Le Directeur du Colloque était M. W. Wallace, nommé récemment au poste de Directeur adjoint du Royal Institute of International Affairs, Londres.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Secrétariat de la Semaine de Bruges, Collège d'Europe, Dyver 11, B - 8000 Brugge (Belgique)

L'Europe du quotidien

Problèmes européens vus par un jeune

de JEAN-PIERRE ABELIN

Les problèmes européens peuvent être envisagés sous des angles multiples.

Ainsi, les questions institutionnelles préoccupent à juste titre les hommes politiques; de même, les problèmes économiques - la concrétisation d'une véritable liberté des échanges et des établissements industriels au sein de la Communauté Economique Européenne - ne peuvent laisser indifférents les hommes d'affaires et les administrateurs. Je voudrais en ce qui me concerne, brièvement attirer l'attention du lecteur sur une notion peut-être méconnue que j'appellerai «l'Europe du quotidien».

Il ne suffit pas, en effet, de se contenter d'une situation dans laquelle l'Europe serait le sujet de prédilection ou de dissertation des spécialistes et des experts. Il faut encore se demander dans quelle mesure ce mot d'Europe éveille chez le Français, l'Anglais, l'Allemand, bref chez l'Européen, ce quelque chose d'affectif qui, mieux que tous les mots, résume un sentiment de solidarité et de communauté de destin.

De fait, il ne peut être aisé de donner une réponse immédiate à cette question. Mais peut-être, dans ces conditions, serait-il oppor-

tun de répertorier les efforts des hommes et des institutions visant à créer cette conscience de l'homme européen. Ne risque-t-on pas alors d'être frappé par la modicité des actions accomplies dans les nombreux domaines où l'homme vit le quotidien?

Que l'on pense au secteur essentiel des informations: vus de France, les pays européens n'attirent notre attention le plus souvent qu'à partir d'événements sensationnels qui font l'objet d'analyses fragmentaires.

Exemples: la Hollande et le problème des Molluquois - l'Allemagne face au problème du terrorisme d'extrême-gauche ou à des situations qui mettent en scène d'anciens nazis.

Dans de nombreuses approches, rien au-delà de l'anecdote qui puisse amener le public français à se sentir réellement concerné. Et pourtant, s'agissant de la démocratie en Allemagne, c'est notre démocratie, la démocratie européenne qui est précisément en question. Et dans le cas des Molluquois, c'est bien du problème des minorités, de notre problème européen des minorités qu'il est alors traité.

Dans le domaine de l'enseignement, sans doute reste-t-il également beau-

coup à faire pour que l'homme de la rue prenne sa conscience d'Européen. Le problème de l'équivalence des diplômes est certes délicat à régler, mais la possibilité pour les étudiants d'introduire dans leur cursus honorum des semestres passés dans les Universités étrangères représenterait un progrès réel dans l'unification des mentalités.

De multiples exemples pourraient encore être cités. Ce qu'il faut souligner, c'est que des prises de décisions nationales trop fréquentes sans harmonisation préalable au niveau européen nuisent à la cohésion de cette conscience européenne. Exemple mineur mais significatif, que l'on songe au casse-tête d'un Européen appelé à sortir des frontières nationales et à voyager au sein des pays de la Communauté. Le manque d'harmonisation des horaires risque d'être pour lui une source de malentendus continuels.

Il m'apparaît, dans ces conditions, qu'une des tâches essentielles des jeunes européens est de promouvoir cette «Europe du quotidien», cadre nécessaire à une meilleure efficacité des actions gouvernementales au niveau européen.

J.P. A.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

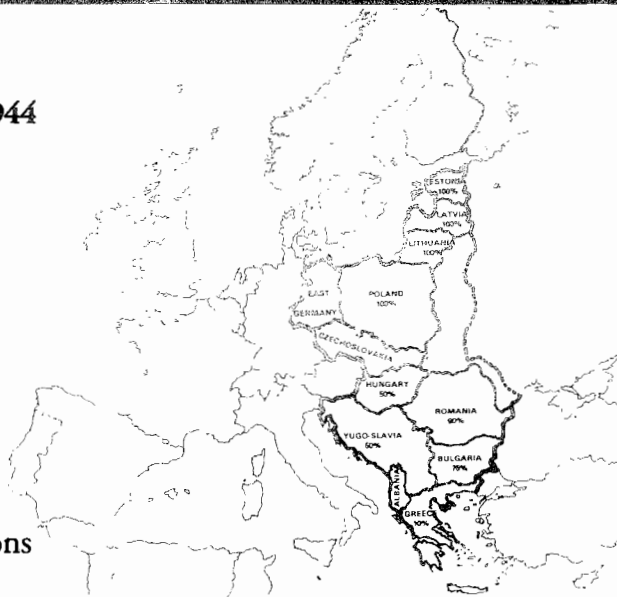
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens
de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R.Cestelli</i> : Les Ides de Mars 1978	1
<u>Special B.E. - Eurocommunisme</u>	6
- Le mythe est écroulé	
- <i>J.Mathieu</i> : L'Eurocommunisme est vivant	
- Eurocommunisme et détente	
- Le communisme de caserne	
<i>R.C.Hood</i> : Le 41° Congrès du P.S.I.	15
Lettres sur l'irrédentisme hongrois	17
<i>J.P.Abelin</i> : L'Europe du quotidien	19

Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A Roma

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel. (06) 679.77.85

Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11